

Oui assurément, le TTIP est une erreur

■ Cet Otan économique, ce marché intérieur transatlantique, sert avant tout les intérêts des Etats-Unis d'Amérique dont sa stratégie visant à contrer la Chine. Le citoyen européen adhère-t-il à ce glissement insidieux?

En découvrant dans "La Libre" (29 juin), l'attaque en rase-mottes de M. Demarty, ancien chef de cabinet de M^{me} Cresson et actuel directeur général de la DG Trade, contre ma réfutation du TTIP (Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement, Ndlr), je me suis dit que la Commission avait du souci à se faire pour la bonne fin de la négociation. Ainsi ce serait là la réflexion qui a poussé au TTIP ?

Un, le libre-échange est bénéfique. Qui s'en serait douté? Mais plus l'UE multiplie les accords bilatéraux, moins la croissance et l'emploi sont au rendez-vous. Deux, l'Europe a le plus grand marché du monde. Ce n'est plus vrai: en PPP (parité des pouvoirs d'achat), le marché chinois le dépasse en ce moment même et en regard du marché uni des Etats-Unis, celui de l'Europe fait figure de gruyère dans les secteurs clés de l'énergie, du numérique et de la défense notamment. Trois, l'Europe aligne les succès extérieurs. Qui peut le croire devant son impuissance en Ukraine, face au printemps arabe et à la montée de Daech à nos frontières? Quatre, le TTIP n'est pas un Otan économique. Mais c'est Hillary Clinton qui a inventé le terme, qu'a encore répété Obama au Congrès le mois dernier: "Laisserons-nous à la Chine le soin d'écrire les règles du commerce international?" La cible est donc bien là. Enfin, l'asymétrie d'une négociation entre une coalition européenne hétérogène et divisée et une Amérique forte poursuivant un dessein stratégique précis et obéissant à des intérêts spéciaux puissants, échappe à M. Demarty. Son commissaire, M^{me} Malmström, célébrait d'ailleurs l'autre jour à Bruegel, la supériorité numérique de l'Europe (500 millions d'habitants contre 350 aux USA). "Nous vaincrons, parce que nous sommes les plus forts!", disait un slogan français de 1939... Si la Commission procède ainsi par scansion d'affirmations approximatives, que valent ses garanties sur le respect des normes et du modèle européen?

Face à la domination américaine

Mais, venons à l'essentiel: d'abord, la fragilité de la politique commerciale européenne; ensuite l'intégration atlantique prenant le pas sur l'intégration européenne; enfin la confrontation des blocs qui menace le marché global et le système multilatéral.

La politique commerciale, longtemps un joyau parmi les politiques communautaires, doit assurer un juste équilibre entre le marché et la société. Mais cet équilibre est rompu par le défaut d'intégration politique de l'Europe. Du coup sa puissance commerciale est minée de l'intérieur; d'une part l'UE ne dispose pas d'un mécanisme de redistribution des gains et des coûts de la libéralisation

commerciale; d'autre part, l'Europe, toute à ses rivalités internes, résiste à une politique industrielle qui, dans les secteurs à haute technologie, amplifierait la dynamique du marché unique et aiderait, par des investissements d'infrastructures et des programmes technologiques, à susciter l'émergence de groupes industriels européens de taille mondiale face à la domination américaine et à la montée chinoise. Enfin, sans union budgétaire et bancaire, l'Eurozone n'est tout simplement pas manœuvrable: elle est vouée à une croissance moyenne basse et en outre divergente qui complique l'unité de la politique commerciale.

Prendre la Chine en pince

M. De Gucht avait raison de qualifier le TTIP de "marché intérieur transatlantique". Car en passant de l'élimination des tarifs et des quotas, à une réglementation commune en matière de normes et de standards, on passe bien de la zone de libre-échange classique à un début de marché commun. Que M. Demarty évite prudemment d'utiliser les mots de M. De Gucht, le fait primordial subsiste: le citoyen européen adhère-t-il au glissement insidieux d'une intégration européenne vers une intégration atlantique au travers d'un marché intérieur transatlantique?

Mais Hillary Clinton a aussi raison: le TTIP est un Otan économique parce qu'il complète la politique d'endiguement entreprise avec le TPP (Trans-Pacific Partnership) qui rassemble les Etats-Unis et onze autres pays pour construire une zone de libre-échange Pacifique sans la Chine. Le but de cette stratégie "en pince" est d'une part d'imposer les normes américaines à la Chine, et d'autre part de contenir ses exportations pour peser sur sa croissance et par là sur sa montée en puissance stratégique. Libre à M. Demarty de l'ignorer au point de ne pas mentionner le mot Chine dans sa philippique, mais la politique commerciale européenne est instrumentalisée dans cette stratégie américaine qui, en voulant organiser le nouvel ordre économique mondial, risque plus sûrement d'aboutir à la confrontation de blocs commerciaux et monétaires antagonistes.

Mais Xi Jinping a proposé entre-temps à son tour à l'Europe une zone de libre-échange, au demeurant aussi problématique que le TTIP, car toutes deux, en raison du poids relatif des protagonistes dans l'OMC, seraient pareillement dommageables pour le multilatéralisme et pour l'Europe. Passer en mode plurilatéral pour poursuivre la libéralisation au sein du G20, sous condition de réciprocité avant de revenir au multilatéralisme, serait préférable. Oui assurément le TTIP est une erreur!

PIERRE DEFRAIGNE

Directeur du Centre Madariaga-Collège d'Europe.
Directeur général^{tr} à la Commission européenne.